



## Déclaration de l'intersyndicale des Finances Publiques de l'Aude

Monsieur le Président,

Le Comité Technique Local se réunit une seconde fois ce jour, suite à boycott par les représentants syndicaux de la séance du 15 avril, pour notamment évoquer, à titre d'information, le « nouveau réseau de proximité ».

Nous vous rappelons donc à ce sujet que les agents du département de l'Aude, par la voix de leurs représentants élus, rejettent la totalité de ce projet qui prévoit la suppression des trésoreries de proximité, leur remplacement par des centres industriels de traitement de la comptabilité locale et la mise en place, via des Maisons France Service, d'un service public des Finances « low cost ».

Tout cela, Monsieur Quintin, vous le savez parfaitement ! Vous persistez néanmoins, à quelques jours de votre départ à la retraite, à imposer par la force des mesures dont personne, élus, usagers et agents des Finances Publiques ne veut !

Les mois de septembre et octobre ont été l'occasion à 10 reprises de démontrer ce fait irréfutable : l'opposition massive et déterminée à votre projet de « nouveau réseau de proximité ».

Sur tous les sites concernés par les mobilisations, à Bram, Castelnaudary, Cuxac-Cabardès, Durban-Corbières, Lézignan-Corbières, Leucate, le Conseil Départemental, Limoux, Peyriac-Minervois et Quillan, les élus, les usagers et les agents ont témoigné de leur attachement à un service public de proximité et de qualité, délivré par des agents qualifiés et en nombre suffisant pour réaliser une mission à laquelle ils sont particulièrement dévoués.

Les collectivités locales du département délibèrent d'ailleurs en grande nombre contre votre projet. Pas plus tard que le 17 octobre, à l'occasion de votre opération de propagande visant à persuader les élus du bien-fondé d'une réforme toxique, 75 % des maires de Carcassonne Agglo ont refusé de participer à cette réunion. Cette situation devrait vous interpeller sérieusement.

Monsieur Quintin, il est désormais temps de troquer votre costume de Destructeur Départemental des Finances Publiques pour celui, plus adapté à vos fonctions supposées, de Directeur Départemental des Finances Publiques !

Les organisations syndicales vous mettent une nouvelle fois en garde contre votre enfermement coupable dans une posture d'affrontement ouverte avec les agents, les élus et les usagers.

Dans un contexte particulièrement sensible, la mise en place d'une telle réforme est en effet irresponsable. L'Administration va exposer les agents à des risques psychosociaux tels qu'ils mettent la vie des agents en péril. Depuis le lancement de la « géographie revisitée » en juin, nous avons eu connaissance de 5 événements dramatiques. Aussi, nous exigeons une prise de conscience effective de votre part et des moyens conséquents pour mettre un terme sans attendre aux risques majeurs encourus par les agents.

Si vous (ou votre successeur) persistez dans cette attitude, votre (ou sa) responsabilité sera pleinement engagée. Sachez que les manifestations s'amplifieront dès le mois de novembre : certaines sont déjà prévues et consisteront désormais en des mobilisations de niveau départemental.

Afin d'éteindre l'incendie que vous avez vous-même allumé, il convient aujourd'hui d'abroger ce projet de « nouveau réseau de proximité » pour enfin permettre la concertation promise. Nous réclamons depuis l'annonce de ces mesures une véritable concertation, canton par canton, en réunissant agents des Finances Publiques, élus et usagers pour déterminer le réseau le plus adapté pour notre Administration des Finances.

Si et seulement si ces conditions sont réunies, vous pourrez compter sur la participation active de l'intersyndicale des Finances Publiques !